

CIRDIS

**Centre interdisciplinaire de recherche
en développement international
et société**

UQÀM



RAPPORT ANNUEL 2012-2013

<http://www.cirdis.uqam.ca/>

UQAM – Faculté de science politique et de droit

Directrice

Bonnie Campbell

Professeure, Département de science politique, Université du Québec à Montréal (UQAM)

Membres réguliers

Stéphane Bernard

Professeur, Département de géographie, UQAM

Marie-Christine Doran

Professeure, École d'études politiques, Université d'Ottawa

Anne Latendresse

Professeure, Département de géographie, UQAM

Marie Nathalie LeBlanc

Professeure, Département de sociologie, UQAM

Issiaka Mandé

Professeur, Département de science politique, UQAM

Caroline Patsias

Professeure, Département de science politique, UQAM

Yann Roche

Professeur, Département de géographie, UQAM

Angel Saldomando

Chercheur, Centro de Investigación de la Comunicación (CINCO), Nicaragua

Bruno Sarrasin

Professeur, Département d'études urbaines et touristiques, UQAM

Membres associés

Elisabeth Abergel

Professeure, Département de sociologie, UQAM

France Bourgoin

Project researcher, Danish Institute for International Studies

Dominique Caouette

Professeur, Département de science politique, Université de Montréal

Bernard Duhaime

Professeur, Département de science juridique, UQAM

Arpi Hamalian

Professeure, Département d'éducation, Université de Concordia

Pascale Hatcher

Professeure, Faculty of International Relations, Ritsumeikan University

Zeynep Kadirbeyoglu

Professeure, Département de science politique et de relations internationales, Université de Bogazici

Philippe Leroux-Martin,

Fellow, Future of Diplomacy Project, Belfer Center for Science and International Affairs, Harvard Kennedy School of Government

Léonce Ndikumana

Professeur, Department of Economics and Political Economy Research Institute, University of Massachusetts

Valéry Ridde

Professeur, Département de santé publique, Université de Montréal

Chercheurs en résidence

Molly Kane

Analyste, Développement et paix

Comité scientifique

Bonnie Campbell

Professeure, Département de science politique, UQAM

Dominique Caouette

Professeur, Département de science politique, Université de Montréal, à titre de représentant des membres du CIRDIS

Molly Kane

Analyste, Développement et paix

Lucie Lamarche

Professeure, Faculté de droit, Université d'Ottawa

Caroline Patsias

Professeure, Département de science politique, UQAM, à titre de représentante des membres du CIRDIS

Brian Tomlinson

Directeur, Aid Watch Canada

Meredeth Turshen

Professeure, Edward J. Bloustein School of Planning and Public Policy, Université Rutgers

Comité exécutif

Bonnie Campbell

Professeure, Département de science politique, UQAM

Dominique Caouette

Professeur, Département de science politique, Université de Montréal

Marie Nathalie LeBlanc

Professeure, Département de sociologie, UQAM

Caroline Patsias

Professeure, Département de science politique, UQAM

Yann Roche

Professeur, Département de géographie, UQAM

Équipe du CIRDIS

Suzie Boulanger

Coordonnatrice, CIRDIS et GRAMA

Gabriel Goyette

Coordonateur, Axe Coopération internationale

Myriam Laforce

Agente de recherche et coordonnatrice, Axe Mise en valeur des ressources naturelles

Andréanne Martel

Agente de recherche

Élodie Rousselle

Agente des communications et des événements

Etienne Roy Grégoire

Coordonateur, CIRDIS et GRAMA

PROGRAMMATION COMMUNE DE RECHERCHE

Au cours de sa période d'émergence, le CIRDIS a cherché à regrouper les expertises réunies par l'équipe dans différents domaines d'intervention et sur des thématiques transversales, par le développement d'une **programmation commune** assurant une contribution originale et utile sur les enjeux contemporains de développement international et leurs dynamiques sociales. Ceci s'est fait en trois étapes :

1. Dans un premier temps, en vue d'aborder la complexification croissante des objectifs assignés aux politiques de développement et les transformations associées à la multiplication des arènes d'où sont issues les normes en la matière, l'équipe a amorcé une réflexion concertée prenant comme point d'ancrage transversal la **gouvernance** et s'intéressant plus particulièrement aux **situations de crise** (politique, humanitaire, etc.) **et de reconstruction**, comme champs d'intervention particuliers. Cette réflexion a donné lieu à l'établissement des **premiers jalons d'une programmation commune** puisqu'elle permettait d'articuler entre eux les travaux associés aux cinq axes constitutifs du Centre. Elle a débouché à l'automne 2011, d'une part, sur la tenue de deux conférences publiques prononcées par des membres associés du CIRDIS (P. Leroux-Martin et A. Saldomando) portant sur les évolutions des interventions humanitaires, et d'autre part, sur la présentation d'une première demande de subvention dans le cadre du programme de Soutien aux équipes de recherche du Fonds québécois de recherche sur la société et la culture (FQRSC) (volet équipe en émergence). Elle réunissait officiellement quatre des membres réguliers du Centre (B. Campbell, M.-N. LeBlanc, I. Mandé et C. Patsias) et trois de ses membres associés (B. Duhaime, P. Leroux-Martin et A. Saldomando).

Sous le titre « Situations de crise et processus de reconstruction : une approche multidisciplinaire aux défis de gouvernance est-elle possible ? », l'ensemble des activités structurantes proposées autour

de la programmation scientifique définie dans cette demande visait à mettre sur pied un lieu d'échange et de réflexion scientifique permettant d'aborder de manière rigoureuse et novatrice les enjeux multidimensionnels de la gouvernance dans des situations de crise majeure ou post conflit. On évoquera ici une définition incertaine de la responsabilité et de l'imputabilité des acteurs et des intervenants (incluant la communauté internationale, les bailleurs de fonds, les organisations de la société civile, les administrations publiques, etc.), la redéfinition du concept de développement en termes d'enjeux de sécurité, un brouillage des limites entre opérations humanitaires et enjeux géopolitiques et des frontières entre public et privé ainsi que le recul de la souveraineté étatique. Ces constats ont conduit certains analystes à évoquer une transformation radicale des politiques d'intervention. C'est que la question de la gouvernance en situation de crise met en lumière des enjeux d'aide internationale et de coopération, de démocratisation et de respect des droits humains, et qu'elle interroge le rôle des investissements et de l'évaluation environnementale, celui des institutions et de la gouvernance locale et leurs conséquences pour les perspectives de développement des pays concernés. Ces enjeux ont généralement été abordés dans les débats en science politique sur l'aide publique au développement. Cependant, ils sont complexifiés et exacerbés en situation de crise et méritent en ce sens une attention particulière qui échappe au cloisonnement des analyses disciplinaires. Pour ces raisons, l'accent mis sur **l'analyse multidisciplinaire de la gouvernance en situation de crise** nous est apparue comme une thématique novatrice, significative d'un domaine d'étude en émergence et susceptible de fonder une programmation commune pertinente en fonction des objectifs et de la problématique de recherche adoptés par le CIRDIS. Cette proposition d'équipe en émergence présentée au FQRSC a fait l'objet d'une évaluation positive et a été recommandée, sans pouvoir toutefois être financée (trois subventions versées, notre demande se classant 5^{ième} sur 12).

Notons qu'entre-temps, un autre projet de recherche interdisciplinaire financé par le CRSH pour la période 2011-2014 et portant sur les **défis de gouvernance associés aux réformes des secteurs de la santé et des mines dans une perspective de droits humains** a démarré. Fruit d'une collaboration entre la directrice du CIRDIS et deux professeurs dont un à l'Institut de recherche en santé publique de l'Université de Montréal (V. Ridde) et l'autre à l'École d'études politiques de l'Université d'Ottawa (M.-C. Doran), ce projet a directement alimenté le processus de mise en œuvre de la programmation commune du Centre. Ces deux excellents chercheurs sont respectivement membre associé et membre du CIRDIS.

2. Sur la base des premiers constats issus de ce travail interdisciplinaire et tenant compte des commentaires reçus dans le cadre de l'évaluation de la demande présentée au FQRSC, nous avons amorcé une **seconde étape de consolidation de la programmation commune**, laquelle a été concrétisée par un atelier de réflexion d'une journée tenu le 26 avril 2012 et ayant réuni l'ensemble des membres réguliers du CIRDIS ainsi que quatre membres associés. La démarche de consolidation de la programmation s'est notamment appuyée sur un travail de raffinement du cadre méthodologique retenu et sur une refonte du thème de recherche pour le rendre encore davantage inclusif et fondateur d'un dialogue constructif entre les cinq axes. La réflexion a dès lors été présentée sous l'angle de **l'accès aux ressources naturelles** (eau, terre, matières premières) et des **conditions de leur mise en valeur**, lesquels présentent à l'heure actuelle des défis urgents et difficiles qui traversent et questionnent les modes d'organisation de bon nombre de sociétés dites « en développement ». La valorisation de ces ressources suppose en effet un ensemble complexe de relations qui mobilisent, en les articulant, le territoire et les acteurs concernés. Il est apparu que les politiques et pratiques d'aide internationale en appui à l'exploitation des ressources, les modes de gouvernance et d'arrangements institutionnels qui leur sont associés, le rôle réservé à la société civile dans cette mise en valeur et son impact sur les droits humains représentaient autant de dimensions thématiques, transversales et complémentaires associées à l'un ou l'autre des axes du Centre et qui pouvaient être explorées dans le cadre d'une programmation articulée

autour de ces enjeux. Ce travail de conceptualisation a débouché sur la présentation d'une seconde demande de subvention à titre d'équipe en émergence au FQRSC (automne 2012), intitulée « Les défis de la mise en valeur des ressources naturelles : Exploration des transformations des relations entre territoires, ressources et acteurs » et réunissant six membres réguliers du Centre (S. Bernard, B. Campbell, M.-N. LeBlanc, I. Mande, C. Patsias et B. Sarrasin) et trois membres associés (B. Duhaime, P. Leroux-Martin et A. Saldomando).

Cette nouvelle proposition de programmation avait précisément pour objectif de cerner les **transformations des relations entre acteurs, territoires et ressources** dans différents contextes politiques et sociaux contemporains, dans une période où on assiste à une augmentation de la demande en ressources naturelles, au risque croissant de conflits autour de l'accès à celles-ci et à l'émergence de nouvelles modalités de gestion de ces ressources. Elle s'inscrivait dans une perspective interdisciplinaire et comparatiste qui ne dissocie plus le Nord du Sud, les puissances émergentes du Sud remettant en cause les rapports de force qui marquaient la compétition pour les ressources au siècle dernier. La méthode retenue vise à croiser les enseignements à trois niveaux : 1) dans différents domaines ou chantiers qui intéressent les membres du Centre (minerais, agriculture, eau, forêt, tourisme); 2) dans différentes expériences géographiques et historiques (correspondant à leurs expertises hautement variées); et enfin, 3) de manière comparative, à contraster les articulations représentatives, les décalages et les dépassements et cette façon à éclairer les tendances à l'œuvre qui nourrissent la prise de décision et les débats entre les acteurs concernés en matière de développement du territoire et des ressources dans les pays concernés. Il s'agissait ainsi, à travers l'analyse approfondie et inductive d'un nombre limité de cas, de déterminer les éléments qui influent sur la gestion des ressources et d'identifier les pratiques tendant à l'amélioration de la qualité de vie des populations et à une gestion plus pérenne des ressources. Cet aspect de la programmation commune nous permet d'envisager la réalisation du quatrième objectif du CIRDIS qui consiste à contribuer au renouvellement des pratiques et politiques en matière de développement international aux plans local, national et international,

d'alimenter, par la recherche, les débats publics et de travailler de près avec la société civile et les milieux de décision.

3. C'est ce thème constitutif de notre programmation de recherche commune qui est aujourd'hui au cœur d'un **projet de développement de partenariat** auquel prennent part l'ensemble des membres réguliers et des membres associés du Centre. Ce projet, dont les perspectives de financement reposent sur une demande de subvention de Développement de partenariat qui sera présentée au CRSH en novembre 2013, vise la création d'un réseau international de recherche sur les **nouvelles formes d'appropriation des ressources et des territoires dans les pays du Sud**. Dans la suite des perspectives communes dessinées dans le cadre du travail de conceptualisation de la dernière demande FQRSC présentée ci-dessus, ce projet de partenariat se penche sur le processus en cours de transnationalisation des formes d'appropriation des ressources et des territoires dans les pays du Sud (investissements étrangers dans le secteur des mines, de l'agriculture, et de l'accaparement des terres, etc.) qui tendent à (1) bouleverser les dynamiques locales, (2) redéfinir les déterminants clés de la configuration des territoires et des espaces politiques (frontières entre public et privé, souveraineté de l'État, rôle des cadres réglementaires, etc.) et (3) donner lieu, sur le terrain, à l'émergence de **nouvelles pratiques et réponses**, notamment en termes de migrations, d'enjeux de résistance, de nouveaux modes de corruption, de mobilisation citoyenne et de risques de conflits. Les stratégies de recherche interdisciplinaire qui seront déployées dans le cadre de ce projet de partenariat permettront d'aborder ces trois dimensions et de les conceptualiser à partir de divers points d'entrée, complémentaires tant d'un point de vue heuristique que méthodologique (perspectives de terrain, approche multiniveaux, etc.). L'objectif de la création d'un réseau de partenariat de recherche international est de favoriser, grâce au croisement de perspectives thématiques (mines, terres agricoles) et régionales (Asie, Afrique, Amérique latine), le renouvellement de la compréhension des dynamiques associées à ces évolutions et en particulier des nouvelles formes d'appropriation des ressources, de leur expression, des réponses d'adaptation et de résistance à ces transformations. Ce projet, dont les balises ont été définies dans le cadre d'un autre atelier de réflexion du CIRDIS tenu le 8 février 2013,

mobilise l'ensemble des membres du Centre, et repose sur un partenariat avec le Centre d'études de l'Asie de l'Est (CETASE) de l'Université de Montréal, le partenaire principal, dont le directeur (D. Caouette) est également membre associé du CIRDIS et avec lequel collaborent déjà plusieurs autres de nos membres réguliers. Il repose sur la consolidation des liens des membres du CIRDIS et du CETASE avec des organisations de recherche et de la société civile basées dans divers pays appartenant aux trois régions géographiques ciblées, organisations qui seront associées au réseau à titre de partenaires officiels. Ce projet novateur associera une vingtaine de chercheurs et permettra de créer un réseau international valorisant les liens existants avec des partenaires de recherche en Afrique, Asie et Amérique latine. Ainsi, le CIRDIS, qui est le porteur et l'administrateur de ce projet, entend se positionner sur ces enjeux à l'échelle internationale, misant tout autant sur le renforcement des liens entre les membres (et les axes) à l'interne que sur l'enrichissement de leurs analyses et leur rayonnement à l'externe grâce aux collaborations prévues.

Le réseau qui sera constitué ouvrera de manière complémentaire avec d'autres réseaux de recherche avec lesquels des membres du CIRDIS ont déjà un lien, notamment le Centre for Research on Latin America and the Caribbean (CERLAC) de l'Université York dans lequel B. Campbell (co-chercheure) et le GRAMA collaborent (*Research and Knowledge Mobilization on the Extractive Industries: Institutionalizing a Cross-Regional Network*, financé par le CRSH) ainsi que le Centre de recherche interdisciplinaire sur le bien-être, la santé, la société et l'environnement (CINBIOSE), avec lequel le CIRDIS est engagé dans le cadre d'un projet du Fonds de développement académique du réseau de l'Université du Québec (FODAR).

Ainsi, le processus de structuration et d'approfondissement d'une programmation partagée au cours de l'année 2012-2013 et décrite ci-dessus, marque le passage du CIRDIS de la phase d'émergence de deux ans (2011-2013), à celle de la consolidation caractérisée par l'adoption d'une programmation transversale, cohérente et originale qui concrétise la volonté des membres de faire converger et d'articuler les cinq axes de recherche autour d'une problématique commune.

POSITIONNEMENT DU CIRDIS

À L'UQAM

Dans le contexte de la priorité accordée par l'UQAM à l'internationalisation, à la fois dans les activités d'enseignement et de recherche, telle que soulignée tout dernièrement par le recteur Robert Proulx, le carrefour inter facultaire que représente le CIRDIS et les perspectives transversales et novatrices de recherche qui y sont développées s'insèrent au cœur d'une telle ambition. Depuis sa création, le CIRDIS, qui regroupe des professeurs de neuf disciplines (géographie, tourisme, sociologie, économie politique, sciences juridiques, éducation, science politique, santé publique, anthropologie), a développé des collaborations concrètes impliquant des professeurs et étudiants de plusieurs facultés, départements et programmes de l'UQAM dont les suivants : départements de communications, géographie, sciences juridiques, science politique, sociologie, ESG, Institut des Sciences de l'environnement et Programme de doctorat interdisciplinaire en santé et société. À titre d'illustration, le CIRDIS, qui met déjà en commun ses réseaux avec le CINBIOSE dans le cadre du projet FODAR portée par ce centre et intitulée « Programme interdisciplinaire sur la santé environnementale des populations en situation de vulnérabilité ». Nos travaux sur les formes d'accaparement des ressources, notamment dans le secteur minier, se situent en effet à la fois en amont des enjeux abordés dans cette demande et comment comprendre les origines des situations de vulnérabilité et en aval et comment saisir les implications de telles situations. Deux contributions potentielles se dégagent dans le cadre de cette demande:

1) L'importance de la prise en compte des cadres réglementaires et des formes de négociation dans l'analyse du rôle des acteurs, des enjeux de responsabilité et d'imputabilité entourant les formes d'appropriation des ressources donnant lieu à des situations de vulnérabilité ;

2) La contribution d'une approche par les droits humains pour analyser les implications de processus qui mènent à des situations de vulnérabilité.

Le CIRDIS participe aussi positionnement de l'UQAM sur l'échiquier des expertises nordiques québécoises à travers la programmation et l'atelier inter facultaire sur la recherche nordique, en apportant une approche comparative tirée de nos travaux sur la responsabilité des acteurs du secteur minier en Afrique.

Le Centre collabore régulièrement dans l'organisation et la diffusion d'événements à l'UQAM avec entre autres la Chaire Nycole Turmel, le Centre d'études et de recherches sur le Brésil (CERB), le Centre international de formation et de recherche en tourisme (CIFORT) et lors de colloques tels celui de l'Association canadienne des études asiatiques (ACEA) tenu à l'UQAM à l'automne 2012.

À l'échelle du Québec, du Canada et à l'international

Au Québec, au niveau universitaire, d'autres centres existent dans ce domaine (McGill) et la programmation et les initiatives du CIRDIS ont pris acte de ce fait. Loin de reproduire l'existant, le CIRDIS s'est positionné de manière novatrice de trois façons. Tout d'abord, le Centre a consolidé des liens solides avec la communauté universitaire québécoise en tirant avantage des liens que ses membres entretiennent déjà avec chacune des grandes universités. Des collaborations existent à présent avec quatre autres universités (Université de Montréal, Concordia, McGill et Laval) et les demandes de fonds obtenues et en préparation réunissent des chercheurs provenant de ces universités. Au niveau de la collectivité, comme lors de l'existence de la Chaire, les

chercheurs du Centre travaillent en collaboration étroite avec l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), notamment par leur implication lors de formations et de conférences, mais aussi en assistant à leurs événements, dont les assemblées générales annuelles, pour prendre le pouls des tendances, nouveautés et besoins du milieu. Ces informations constituent un intrant important pour le développement des problématiques opérationnelles de recherche et en garantissent la pertinence sociale. Enfin, les membres du Centre contribuent également aux débats publics, par leur prise de parole dans les médias, mais aussi par leur travail auprès des services publics (hôpitaux, M.-N. LeBlanc) et des ministères dont le ministère des Relations internationales (MRI).

Au plan national, le CIRDIS a établi des liens solides de collaboration avec de nombreuses universités canadiennes dont York, Toronto, Carleton, Ottawa, Queen's et UBC. Par l'entremise du GRAMA, le CIRDIS est co partenaire du programme dirigé par le CERLAC de l'Université York financé dans le cadre du programme de Développement de partenariat du CRSH (2012-2014). À titre d'illustration du rayonnement de ses membres, notons que M.-N. LeBlanc est présidente sortante de la Société canadienne d'anthropologie (CASCA) et que B. Campbell a été nommée à la Société royale du Canada en novembre 2012. Les travaux du CIRDIS amènent une interaction fréquente avec les milieux fédéraux de décision dont l'Agence canadienne de développement international (ACDI), le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) ainsi qu'avec les milieux privés (par exemple : Mining Association of Canada, Prospectors and Developers Association of Canada, Canadian Institute of Mining, Metallurgy, and Petroleum). Par ailleurs, l'équipe travaille étroitement depuis des années avec des organisations non gouvernementales (ONG) réunies au sein du Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI). Une ONG, Inter Pares, finance directement des projets de recherche du GRAMA à même ses propres fonds. Les liens du

CIRDIS avec les ONG ont été consolidés lors de la création de l'Observatoire sur la coopération internationale qui répond notamment aux besoins de l'AQOCI, qui souhaitait la mise sur pied d'une telle structure, et d'Aid Watch Canada, qui avait besoin de diffuser ses analyses. Le Centre bénéficie de l'expertise dans ce domaine de Mme Molly Kane, ancienne directrice d'Inter Pares, présentement analyste à Développement et Paix Montréal et membre associée du CIRDIS.

À l'international, grâce à la richesse des collaborations internationales des chercheurs qu'il réunit au Québec, ainsi qu'en associant des chercheurs basés à l'étranger (É-U, Japon, Turquie, Danemark, Chili), le Centre a pu renouveler les partenariats créés du temps de la Chaire et qui existent toujours, notamment avec le Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA, Sénégal), la Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (FLACSO, Costa Rica) et le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD, France). Notons que les subventions obtenues permettent de financer des chercheurs dans trois pays africains, le Mali (Groupe d'études et de recherche en sociologie et droit appliqué, Faculté des Sciences Juridiques et Économiques, Université de Bamako), la République démocratique du Congo (Bureau d'études scientifiques et techniques, Bukavu) et le Ghana (Third World Network). Par ailleurs, des membres du CIRDIS travaillent en étroite collaboration avec des chercheurs et institutions d'autres régions du monde dont les Philippines, Madagascar, le Vietnam, le Laos, la Mongolie, la Côte d'Ivoire, le Niger, le Burkina Faso, la Colombie, le Pérou, la Bolivie et l'Argentine. Enfin, les membres réguliers et associés du Centre ont également des rapports de collaboration avec des organisations internationales dont l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la Banque mondiale et la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies (CEANU).

FORMATION DES ÉTUDIANTS ET DU PERSONNEL HAUTEMENT QUALIFIÉ

Le CIRDIS et ses membres portent une attention soutenue à cet enjeu comme en font foi les nombreuses publications collectives contenant des chapitres signés par des étudiants, anciens étudiants ou des membres de l'équipe administrative, comme l'ouvrage *Pouvoir et régulation dans le secteur minier. Leçons à partir de l'expérience canadienne* dans lequel on compte six auteurs (sur huit) étant d'anciens étudiants de membres du CIRDIS¹. C'est aussi le cas de deux des plus récents ouvrages des membres, celui dirigé par D. Caouette (sous presse) dans lequel deux anciens boursiers et un membre de l'équipe signent des chapitres, et celui de B. Campbell (sous presse également) dans lequel Gabriel C. Goyette signe un chapitre.

Le CIRDIS dispose également d'une stratégie pour l'accueil des postdoctorants² incluant un processus de sélection, d'encadrement par un membre, d'intégration au CIRDIS (conférence publique dès l'arrivée pour présenter ses travaux antérieurs et intérêts de recherche et mise à la disposition d'un bureau à la Faculté) et de collaboration pour publications quand cela est possible. En conséquence, les demandes pour effectuer un stage postdoctoral au CIRDIS sont constantes et de très grande qualité comme par exemple celle de Philippe Dufort (Ph.D., Cambridge) qui sera encadré par B. Campbell dans le cadre d'un projet intitulé « La dimension stratégique des ressources minérales et fossiles québécoises: Évaluation comparative des plans d'exploitation canadiens et étrangers en fonction d'un contexte économique global en mutation » pour lequel une demande FQRSC a été déposée à l'automne 2012. De même, les stages postdoctoraux du CIRDIS portent fruit comme en témoigne

l'embauche de notre chercheur postdoctoral Moussa Diop par le gouvernement du Québec à titre de consultant pour le Centre de santé et des services sociaux de la Baie-James pour analyser les implications sur la santé et l'environnement du développement du Plan Nord.

Le CIRDIS fait également la promotion de la recherche auprès des étudiants, des diplômés récents et de l'équipe de jeunes professionnels qui constituent l'équipe administrative du CIRDIS. Le CIRDIS a octroyé lors des deux derniers exercices financiers une bourse de recherche pour étudiants gradués travaillant sur les enjeux de développement et de coopération internationale d'une valeur de 5 000 \$. En 2012, la bourse a été décernée à Pierre Therme (candidat Ph.D.) qui a été invité à présenter ses travaux de recherche dans le cadre d'un colloque-étudiant organisés par le CIRDIS.

Le CIRDIS a organisé, le 12 février 2013 à l'UQAM, un colloque étudiant intitulé « Développement international, mouvements sociaux et innovations dans les Suds ». Les trois panels de ce colloque organisé par M.-N. LeBlanc ont regroupé les présentations de 15 étudiants des 2^e et 3^e cycles, provenant de quatre universités. Les présentations feront l'objet, après révision par un comité de lecture, d'une publication sous forme d'actes de colloque. Un tel événement, et la publication rattachée, constituent pour des jeunes chercheurs une occasion exceptionnelle d'enrichir leur expérience, d'améliorer leur profil de chercheur et de côtoyer des chercheurs chevronnés puisque tous les panels étaient présidés et commentés par des professeurs membres du CIRDIS. Ce colloque a également été l'occasion d'initier des étudiants de premier cycle à la recherche aux cycles supérieurs puisque, en plus d'être ouvert à tous, l'un des membres du CIRDIS a invité ses étudiants de baccalauréat à assister à l'événement dans le cadre de leur cours.

¹ Les anciens étudiants en question sont Myriam Laforce, Étienne Roy Grégoire, Geneviève King-Ruel, Ugo Lapointe, Véronique Lebus et Jonathan Tardif.

² La liste complète des postdoctorants reçus par le CIRDIS est incluse dans la liste des membres présentée à l'Annexe IV.

Conférences étudiantes (sept conférences étudiantes ou avec la participation d'étudiants) et deux cahiers du CIRDIS (collaborations spéciales)

Enfin, le CIRDIS contribue aussi à la formation de personnel hautement qualifié par les opportunités d'emploi qu'il offre à des étudiants et à de jeunes diplômés. En effet, toute l'équipe du CIRDIS est composée d'étudiants dirigés par un membre du CIRDIS, comme Élodie Rousselle, responsable des communications et étudiante à la maîtrise en sociologie travaillant avec M.-N. Leblanc ou encore d'anciens diplômés, comme Suzie Boulanger, Myriam Laforce, Gabriel C. Goyette et Etienne Roy Grégoire qui ont tous fait leur maîtrise sous la direction de B. Campbell.

Quantitativement, lors de la période visée dans cette demande, c'est plus de 68 étudiants de maîtrise et 21 de doctorat que dirigent les

membres du CIRDIS en plus des deux postdoctorants accueillis et de deux nouvelles demandes de chercheurs postdoctoraux acceptées pour 2013-2014. Parmi les anciens étudiants formés par les membres du CIRDIS, notons les suivants : Émilie Revil, ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAÉCI); Véronique Lebuis, coordonnatrice juridique chez Avocats sans frontières; Aude-Marie Marcoux, journaliste au Journal Les Affaires; Etienne Roy Grégoire, qui a travaillé à Droits et Démocratie; Me Dalia Gesualdi Fecteau, professeure à l'UQAM; Me Julie Dubé-Gagnon, chef de mission au Guatemala, Avocats sans frontières Canada; Me Sophie Rondeau, avocate à la Croix-Rouge canadienne; Philippe André Rodriguez, Boursier Rhodes, Université Oxford. Parmi les diplômés doctoraux, mentionnons Jean-Paul Kimonyo, au service de la présidence du Rwanda (Kigali), Marie Mazalto, consultante pour INSUCO (Guinée), et Gisèle Belem, Hatch International.

RAYONNEMENT DU CIRDIS, ACTIVITÉS DE TRANSFERT ET DE DIFFUSION DE LA RECHERCHE

Les cahiers du CIRDIS

2012

Collection recherche

Ridde, Valéry et Émilie Robert. « Les paiements directs des soins dans les pays à faible et moyen revenu ne font plus l'unanimité au sein de la communauté internationale », *Les Cahiers du CIRDIS*, Collection Recherche, No 2012-03, 33 p. En ligne : www.cirdis.uqam.ca.

Collaborations spéciales

Dubarry, Nelly. « L'aide publique au développement de la Norvège - Fiche technique », *Les Cahiers du CIRDIS*, Collaborations spéciales, No 2012-04, 33 p. En ligne : www.cooperation.uqam.ca.

Rigaud, Mélanie. « L'aide au développement française », *Les Cahiers du CIRDIS*, Collaborations spéciales, No 2012-03, 33 p. En ligne : www.cooperation.uqam.ca.

Activités et conférences du CIRDIS

2013

15 avril : Conférence « Documenter, comprendre et prévenir la traite des personnes : perspectives nationales et internationales », **Bernard Duhaime**, Sandrine Ricci étudiante au doctorat et chargée de cours, Département de sociologie, UQAM, chercheuse, Institut de recherches et d'études féministes (IREF) et Sabrina Tremblay-Huet, étudiante à la maîtrise, Droit international, UQAM.

28 mars : Conférence « Mali : acteurs, enjeux et perspectives », **Issiaka Mandé** et Samir Batiss, Chargé d'enseignement et chercheur associé, Centre interuniversitaire de recherche sur les relations internationales du Canada, UQAM.

21 mars : Visionnement et échange autour du documentaire « *Nao Vale* », organisée conjointement avec le Centre d'étude et de recherches sur le Brésil (CERB), Antonio Marcos Gomes, doctorant en sociologie, Université de Montréal avec les commentaires de **Bonnie Campbell** et **Anne Latendresse**.

21 mars : Conférence « Stratégies de régulation du secteur minier et rôle de l'État. Cas d'études, du Nord du Québec à la région andine », **Étienne Roy Grégoire**, colloque Plan Nord, Plans Sud : *Expansion minière canadienne : la criminalisation de la résistance dans les Amériques*.

20 mars : Conférence « La géopolitique de l'aide : une perspective historique vue à partir d'acteurs de la société civile », **Molly Kane**, analyste, Développement et paix et chercheure en résidence, CIRDIS, UQAM.

19 mars : Conférence « Défis de la recherche universitaire dans le secteur minier », **Bonnie Campbell**, rencontre de la Société Royale du Canada à l'UQAM.

14 mars : Conférence « L'écosanté, une opportunité pour améliorer la santé humaine et préserver l'environnement en Afrique ? », Aline Philibert, associée de recherche à l'Université d'Ottawa et professeure associée, CINBIOSE, UQAM.

7 mars : Conférence « *Can mining be inclusive ? Social conflict, institutional change and the governance of extraction* », Anthony Bebbington, Director of the Graduate School of Geography, Higgins Professor of Environment and Society, Clark University.

19 février : Conférence « Approches sensibles aux questions reliées au sexe et au genre pour un accès équitable aux programmes de lutte contre la tuberculose : Une valeur ajoutée illustrée par des exemples en Inde », Bilkis Vissandjée, professeure titulaire, Faculté des sciences infirmières, Université de Montréal.

12 février : Visionnement et échange autour du documentaire « Planète à vendre », commentaires de **Issiaka Mandé**, professeur, Département de science politique, UQAM.

12 février : Colloque étudiant « Développement international, mouvements sociaux et innovations dans les Suds ».

17 janvier : Conférence « Accès à la justice : expérience croisée du Québec à la Thaïlande », organisée conjointement avec la Clinique internationale de défense des droits humains de l'UQAM (CIDDHU), **Bernard Duhaime**, professeur, Département des sciences juridiques, UQAM et fondateur de la CIDDHU, Michelle Langlois et Andrée-Anne Ménard, finissantes en sciences juridiques, UQAM.

2012

10 décembre : Conférence « Mécanismes pour la résolution des différends en matière de droits humains et d'activités économiques », organisée conjointement avec la CIDDHU, Julie Dubé-Gagnon, Avocats sans frontière, Souad Martin-Saoudi, étudiante au baccalauréat en sciences juridiques, UQAM et Audrey Mackay, étudiante au baccalauréat en relations internationales et droit international, UQAM.

27 novembre : Conférence « Bilan des récents événements dans l'Est de la République démocratique du Congo : Un changement de cap nécessaire pour amener une paix durable », Denis Tougas, coordonnateur de la Table de concertation sur la Région des Grands Lacs et Serge Blais, chargé de programme Afrique, Développement et paix.

21 novembre : Projection et débat avec la réalisatrice du documentaire « Les nouveaux conquistadors », Hélène Pichette, Chef de pupitre au Service des nouvelles de la radio de Radio-Canada.

7 novembre : Projection et débat avec l'auteur du documentaire « Ah les indigents ! », Valéry Ridde, professeur agrégé de santé publique à l'Université de Montréal (Département de médecine sociale et préventive).

2 novembre : Conférence d'ouverture du Colloque 2012 de l'Association canadienne des études asiatiques, « *Biofuels and the Mitigation of Climate Change in the Asia-Pacific Region : What Links to the UNFCCC and Rio+20 Agendas ?* », Jack Litster, candidat à la maîtrise, International Affairs, concentration Human Security and Development, Norman Paterson School of International Affairs, Carleton University.

30 octobre : Conférence « Migration et développement : une panacée ? », Victor Piché, chercheur associé à la Chaire Oppenheimer en droit public international de l'Université McGill à Montréal.

28 septembre : Conférence « Art et politique au Congo », Bogumil J. Koss, professeur émérite à l'Université Laval.

27 septembre : Conférence « Les institutions financières internationales, l'exploitation des ressources naturelles et la réforme du secteur minier en Afghanistan », Esther Rouleau, diplômée, maîtrise en science politique et droit international, UQAM.

18 septembre : Lancement du livre *Pouvoir et régulation dans le secteur minier. Leçons à partir de l'expérience canadienne*, Presses de l'Université du Québec.

31 mai : Lancement du numéro « Les Inuits, les Premières Nations et le développement minier », *Revue Recherches amérindiennes au Québec*, Robert Lanari, responsable du numéro, **Bonnie Campbell** et Ugo Lapointe, cofondateur et porte-parole de la Coalition Pour que le Québec ait meilleure mine.

Dialogues et débats publics

Dialogue au sein de la société civile canadienne et québécoise

Conférence « Les partenariats avec les compagnies minières en coopération internationale », organisée en partenariat avec l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), **Bonnie Campbell**, Chantal Gailloux, **Gabriel Goyette** et **Etienne Roy Grégoire**.

Dans les médias

Roy-Grégoire, Étienne (entrevue), « La difficile convalescence du Guatemala », Marie-Pier Frappier, *Le Devoir*, 27 avril 2013, en ligne : <http://www.ledevoir.com/international/actualites-internationales/376798/la-difficile-convalescence-du-guatemala>.

Campbell, Bonnie (entrevue), « Une tendance de fond liée à la hausse des cours mondiaux des minerais », Charlotte Bozonnet, *Geo&Politique*, *Le Monde*, 28-29 avril.

Campbell, Bonnie (entrevue), « Aide au développement : le Canada accusé de tourner le dos à son héritage », Clément Sabourin, Agence France-Presse, publié dans le *Huffington post*, 27 février 2013, en ligne : http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/Article_Huffingtonpost_-_aide-au-developpemen.pdf.

Ndikumana, Leonce (entrevue télévisé), « Africa Lost 1.6 Trillion in Capital Flight and Odious Debt Over Forty Years », *The Real News.com*, 25 novembre 2012, en ligne : http://therealnews.com/t2/index.php?option=com_content&task=view&id=31&Itemid=74&jumival=9159

Campbell, Bonnie (entrevue radiophonique), « A fair share of the boom », *ABC Radio-National*, 5 août 2012, en ligne : <http://www.abc.net.au/radionational/programs/backgroundbriefing/2012-08-05/4169662>.

LeBlanc, Marie Nathalie et **Issiaka Mandé** (entrevues radiophoniques), « De l'empire du Mali à l'Afrique actuelle », *Les chemins de travers*, *Radio-Canada*, Serge Bouchard, 10 juin 2012, en ligne : http://www.radio-canada.ca/emissions/les_chemins_de_travers/2012-2013/chronique.asp?idChronique=226205.

NOS MEMBRES

Bonnie Campbell, directrice

Bonnie Campbell est professeure d'économie politique à la Faculté de science politique et de droit de l'Université du Québec à Montréal. Son intérêt marqué pour les questions d'économie politique en Afrique, du développement international, des réformes institutionnelles en Afrique et particulièrement des impacts des activités minières sur le développement social, économique et environnemental l'ont amenée à participer à de nombreuses activités de recherche, conférences et débats scientifiques et publics sur ces questions, et notamment tout récemment à la CNUCED et à la Commission Economique pour l'Afrique des Nations Unies (UNECA). Elle est actuellement directrice du Centre interdisciplinaire de recherche en développement international et société (CIRDIS) et du Groupe de recherche sur les activités minières en Afrique (GRAMA) depuis 1998. Elle siège également sur le comité de lecture de plusieurs revues scientifiques (*Review of African Political Economy* et *Minerals and Energy ó Raw Materials Report*) et a été titulaire de la Chaire C.-A. Poissant de recherche sur la gouvernance et l'aide au développement de 2006 à 2011.



Distinctions

Membre élue de la Société royale du Canada (SRC), Septembre 2012.

Publications

Campbell, Bonnie, Myriam Laforce et Bruno Sarrasin (dir.). 2012. *Pouvoir et régulation dans le secteur minier : leçons à partir de l'expérience canadienne*. Québec, Presses de l'Université du Québec, 294 p.

Conférences

Campbell, Bonnie. 2013. «Les réflexions de la Commission économique africaine des Nations Unies (CEANU) concernant la contribution des activités extractives au développement» dans le cadre de la conférence *Les partenariats avec les compagnies minières en coopération internationale*, organisé en partenariat avec

l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) et le CIRDIS, UQAM, 22 mai.

Campbell, Bonnie. 2012. «Responsabilité sociale des entreprises à l'échelle internationale : Quelles sont les normes applicables?» dans le cadre de la conférence *Droits humains et activité économique : nouveaux défis pour les entreprises multinationales, les gouvernements et les communautés locales*, Forum Avocats sans frontières 2012, Québec, 28 septembre.

Campbell, Bonnie. 2012. «Responsabilité sociétale : une source de paix, de développement économique, social et environnemental en Afrique», conférence inaugurale au Forum international sur la responsabilité sociétale en Côte d'Ivoire, Abidjan, Côte-d'Ivoire, 29 octobre.

Stéphane Bernard, membre régulier

Géographe de formation, Stéphane Bernard est professeur au département de géographie de l'Université du Québec à Montréal et a enseigné à l'École de développement international et mondialisation à l'Université d'Ottawa de 2008 à 2011. Spécialiste du développement, il s'intéresse plus spécifiquement aux impacts de la marchandisation des territoires et aux conflits d'usages. Ses recherches portant sur les transformations territoriales dans le cadre de la mondialisation en lien avec la planification du développement l'ont amenées à s'intéresser au recul forestier et à l'expansion agricole en Asie du Sud-Est. Il enseigne et dirige des travaux liés aux questions de développement et leurs effets sur les territoires, particulièrement sur la sécurité/souveraineté alimentaire, les modalités et impacts de l'expansion agroindustrielle sur les populations locales et l'environnement dans les pays en développement.



Publications

Monographie

Bernard, Stéphane. 2012. *La Malaysia en Question Développement Économique et Transformation Territoriale vers Vision 2010*. Presse Académiques Francophones, Sarrebruck, 292 p.

Bernard, Stéphane. 2012. Fermeture de l'accès à la terre pour les populations locales : processus et enjeux. Conférence biannuelle de l'Association Canadienne des études asiatiques, UQAM, 2 au 4 Novembre.

Conférences

Bernard, Stéphane. 2013. Paneliste invité aux tables rondes: Colloque « Accaparement des terres, souveraineté alimentaire et politiques publiques : Comprendre, débattre et agir ». 18 et 19 avril 2013. Observatoire sur la souveraineté alimentaire du REDTAC, en collaboration avec l'Association canadienne d'études du développement international (ACÉDI) et l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI).

Collaboration à l'organisation de colloques et conférences

Colloque de l'Association canadienne des Études asiatiques (ACEA), Conférence biannuelle de l'Association Canadienne des études asiatiques, UQAM, Novembre. Organisateur et président, rapporteur de deux séances.

Dominique Caouette (Université de Montréal), membre associé

Dominique Caouette enseigne les relations internationales et la politique comparée de l'Asie du Sud-Est au département de science politique de l'Université de Montréal depuis 2004. Avant d'occuper ce poste, il a été chargé de cours à l'Université d'Ottawa et a travaillé pendant plus de cinq ans avec Inter Pares à titre d'agent de programme au sein de l'Équipe Asie. Ses écrits portent sur les relations internationales et les mouvements sociaux, plus précisément les réseaux et mouvements transnationaux, ainsi que sur les dynamiques politiques aux Philippines. Ils ont paru dans la *Revue canadienne des études du développement*, *Revue informations et commentaires*, *Chroniques de la gouvernance*, *Revue économique et sociale*, *Revue Possibles*, *Pacific Focus*), *Kasarinlan : A Philippine Quarterly of Third World Studies*, *European Journal of East Asian Studies et Relations*. Il a également co-dirigé avec Sarah Turner de *Agrarian Angst and Rural Resistance in Contemporary Southeast Asia* (Routledge, 2009), ainsi que co-dirigé avec Pascale Dufour et Dominique Masson de *Transnationalizing Women's Movements Solidarities Beyond Borders* (UBC Press, 2010), avec Pascale Dufour et Dominique Masson. En 2008, il a mis sur pied le Réseau d'études des dynamiques transnationales et de l'action collective (REDTAC), une unité de recherche du CÉRIUM et depuis juillet 2011, il dirige le Centre d'études de l'Asie de l'Est (CETASE).



Publications

Chapitres de livres

Caouette, D. 2014, « The Central American Peace Process: Possible Lessons From El Salvador and Guatemala », dans *Comparative Politics and Government: (Re)democratization and Development*, sous la direction de P. Frago-Marasigan et T.S. Encarnacion Tadem, Quezon City: The University of the Philippines Press.

Caouette, D. 2013, « Constructing and Controlling People's Power from the Grassroots : Philippine Social Movement Activism in Historical Perspectives », dans *Economic, Political and Social Movements in Asia and Europe*, New York: Springer: pp.243-282.

Côté, D, and D. Caouette, 2012, « CIDA's Land And Food Security Policies: A Critical Review », dans *CIDA and Canadian Aid Policy*, sous la direction de S. Brown. Montréal: McGill-Queen's University Press: pp.195-238.

Caouette, D. and T.S. Encarnacion-Tadem, 2012, « The Anti-Globalization Movement in the Philippines », *Social Activism in Southeast Asia*, sous la direction de Michele Ford, (Routledge Contemporary Southeast Asia Series), London: Routledge: pp. 119-137.

Caouette, D., 2012, « Oligarchy and *caciquismo* in the Philippines » dans *The neopatrimonial state in Africa and Beyond*, sous la direction de D. Bach et M. Gazibo. London: Routledge: pp.157-168.

Articles

Chen, Zhiming et D. Caouette, 2012, « China's South China Sea Policy and its Implications for Canada: Claims, Strategies and Consequences ». *Canadian Foreign Policy Journal*, Vol.18, No.3: pp. 301-318.

Caouette, D. 2012, « Philippines : Une transition démocratique qui n'en finit plus ». *Diplomatie, (Géopolitique de l'Asie du Sud-Est)*, Les grands dossiers, No. 9 (juin-juillet) : pp. 56-58.

Marie-Christine Doran, membre régulier

Politologue de formation, Marie-Christine Doran est professeure à l'École d'études politiques de l'Université d'Ottawa depuis 2010 et a également enseigné à l'UQAM dès 2002. Chercheuse sur l'Amérique latine, elle détient une expérience avec divers centres et réseaux de recherche canadiens et internationaux. Chercheuse doctorante invitée au Mexique et à l'Institut français de recherche sur le développement (IRD), puis enseignante-chercheuse invitée à l'École des hautes études (Paris), Visiting scholar à NorthWestern University et Visiting Fellow au Center for the Study of World Religion de l'Université Harvard, elle fait partie d'équipe de recherches multidisciplinaires subventionnées depuis 2002, notamment : Violence et action directe en Amérique latine (Groupe de recherche sur les imaginaires politiques en Amérique latine (GRIPAL)), Réseau d'échange et d'études sur la gouvernance démocratique (FLACSO-CODESRIA-Chaire Poissant sur la gouvernance et l'aide au développement), Chercheuse associée (Centre d'analyse et d'intervention sociologique de l'École des hautes études en sciences sociales-Paris (EHESS)). Elle fait également partie du réseau d'études sur la violence de l'Institut pluridisciplinaire d'études sur l'Amérique latine (Université de Toulouse Le Mirail), et maintien des liens de recherches permanents avec plusieurs universités et centres de recherches latino-américains (Chili, Nicaragua, Haïti, Mexique, Équateur, Argentine, Brésil). Récipiendaire de la Médaille d'or académique de la Gouverneure Générale du Canada 2005-2006. En 2012, elle fût professeure invitée à l'Institut d'études sociales et politiques (IESP) de l'Université d'État de Río de Janeiro (UERJ).



Bernard Duhaime, membre associé

Bernard Duhaime est professeur régulier de droit international à la Faculté de Sciences politiques et de Droit de l'Université du Québec à Montréal (UQAM, à Montréal au Canada). Le Pr. Duhaime enseigne principalement le droit international des droits humains et se spécialise dans le Système interaméricain de protection des droits de la personne. Il contribue à la promotion et la défense des droits humains depuis 1996, ayant travaillé ou collaboré avec diverses agences internationales et nationales de défense des droits de la personne, ayant pris part à de multiples missions d'observation et de formation sur le terrain et ayant produit de nombreux rapports institutionnels. Le Pr. Duhaime conseille ou a conseillé plusieurs organisations de défense des droits de la personne et des peuples autochtones, des avocats et défenseurs des droits humains, des organisations internationales et des États. Il représente ou assiste de nombreuses victimes et défenseurs des droits de la personne dans le cadre d'affaires contentieuses devant le Système interaméricain de protection des droits de l'Homme, les agences et mécanismes spécialisés de l'ONU, la Cour européenne des droits de l'Homme, etc. Il est l'ancien directeur et fondateur de la Clinique Internationale de Défense des Droits Humains de l'UQAM.



Publications

Duhaime, Bernard et Lafontaine, Catherine. 2013. « Migrations et droits humains dans les Amériques : réflexions entourant l'affaire Dorzema et al. C. République Dominicaine », dans *Droits de la personne : La circulation des idées, des personnes, des biens et des capitaux, Actes des Journées strasbourgeoises 2012*, Yvon Blais, Cowansville, 217-255.

Duhaime, Bernard. 2012. « Canada and the Inter-American Human Rights System: Time to Become a Full Player », dans Mace, Gordon and Thérien, Jean-Philippe, Eds., « Canada in the Americas: Making a Difference? », Édition spéciale de *International Journal*, Vol. LXVII (3), 639.

Duhaime, Bernard et Poisson, Jacynthe. 2012. « Protestasocial y libertad de expresión en Canadá: reflexiones y lecciones aprendidas de los eventos de junio de 2010 a cerca del G20 en Toronto », *Derecho Comparado de la Información Law Journal*, No. 19, Universidad Autónoma de México, 95-136.

Conférences

Duhaime, Bernard. 2013. « Défendre les droits humains par la recherche-action: l'expertise des cliniques universitaires dans le domaine du droit international et des migrations », Colloque 454 - Recherche-action, droits humains et mondialisation : l'expérience des cliniques juridiques universitaires, *Savoirs sans frontières*, 81^e Congrès de l'Association francophone pour le savoir (ACFAS) 2013, Université Laval, Québec, 10 mai.

Duhaime, Bernard. 2013. « Canadá y los derechos humanos en las Américas », Colloque *La aplicación del derecho internacional de los derechos humanos en el ámbito nacional. La experiencia latinoamericana*, Faculté de droit, Université de Buenos Aires, Buenos Aires, Argentine, 3 mai

Duhaime, Bernard. 2013. « La protection des droits humains des migrants dans les Amériques », 28 mars 2013, Centre d'Études interaméricaines, Université Laval, Québec, 28 mars.

Duhaime, Bernard, 2013, « Migration and Human Rights in the Americas: A Discussion of the Dorzema et al. v. Dominican Republic Case ». Human Rights Program, Harvard Law School, Cambridge, États-Unis, 7 mars.

Arpi Hamalian (Université Concordia), membre associée

Arpi Hamalian travaille activement pour la démocratisation des savoirs. À l'Université Concordia, elle a occupé les postes de directrice du Département, de directrice des programmes d'études supérieures en sciences de l'éducation et en andragogie, et de directrice de l'Institut Simone-de-Beauvoir, renommé à l'échelle internationale dans le domaine des études des femmes. Membre honoraire à vie de l'Institut, elle a également été professeure-conseil au Centre des étudiants adultes de l'Université et a enseigné dans le cadre des programmes de doctorat interuniversitaires de l'École de gestion John-Molson (Concordia, UQÀM, Université de Montréal et Université McGill) et du Département de communication (UQÀM-Concordia). Elle est également coprésidente fondatrice de la Chaire d'études ethnique Concordia-UQÀM.



Elle cumule de nombreuses distinctions : Prix d'excellence en enseignement du Conseil de la vie étudiante de Concordia (1997) ; Prix des diplômés pour l'excellence dans l'enseignement de l'Association des diplômés de l'Université Concordia (2008) ; Médaille commémorative du 125^e anniversaire de la Confédération du Canada en reconnaissance de l'importante contribution qu'elle a apportée au pays (1993) ; finaliste pour le Prix Émile-Ollivier de l'Institut de coopération pour l'éducation des adultes (2009) ; Prix de mérite du Y des femmes dans la catégorie Éducation.

Longtemps impliquée dans les associations syndicales, elle continue aujourd'hui à travailler pour l'avancement de l'éducation dans ce milieu et elle poursuit son implication en particulier dans les représentations auprès des organismes d'éducation des adultes. Membre de l'ACPPU (L'Association canadienne des professeures et professeurs d'université) et de son Groupe consultatif des affaires internationales et de la solidarité concernant les enjeux de l'éducation postsecondaire, elle siège aussi au CA de la Fondation Harry Crowe à titre de membre fondateur et Vice-présidente. Présidente de la Commission sectorielle (Éducation) de la Commission canadienne pour l'UNESCO de 2002-2006, Madame Hamalian est membre du CA de la Fondation Carold où elle a occupé le poste de Présidente (2010 et 2011). Actuellement, elle est Présidente du CA de l'Institut Nord-Sud et de l'Organisation internationale du prix Hélène pour les femmes. Elle a milité pour l'éducation inclusive au Québec, au Canada, aux États Unis, au Mexique, en Haïti, en Argentine et en Australie ainsi qu'en France, en Angleterre, en Belgique, la Suisse et les Pays Bas. Madame Hamalian a participé à la mise en œuvre et à l'évaluation de plusieurs projets de développement international concernant l'agriculture, l'accès aux ressources naturelles (eau et forêts). Elle a contribué aux travaux de plusieurs organismes ouvrant au niveau international : la Banque mondiale, DANIDA, SIDA, USAID, UNICEF, ABD, AfBD, INSTRAW, UNDP, l'ACDI, CRDI, SDID (Société de développement international Desjardins), CECI, Fondation Paul Gérin Lajoie, et de nombreuses ONG.

Pascale Hatcher (Université Ritsumeikan), membre associée

Pascale Hatcher est professeure associée au Collège des relations internationales de l'Université Ritsumeikan au Japon. Elle détient une maîtrise en science politique de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et un doctorat en études du développement à l'Institut international d'études sociales de l'Université Erasmus au Pays-Bas. Sa thèse doctorale, *The Politics of Entrapment : The World Bank, the Integrated Development Model and Citizenship at a Cross Road*, portrait sur les ramifications socio-politiques du nouveau paradigme de l'aide de la Banque Mondiale, notamment sur les questions relatives à la participation de la société civile et de la citoyenneté. Elle travaille actuellement sur l'économie politique des régimes miniers réglementaires en Asie du Sud, avec un intérêt particulier au rôle du groupe de la Banque mondiale dans la promotion d'une vague de nouveaux cadres de gouvernance. Elle a récemment effectué des recherches de terrain aux Philippines, au Laos et en Mongolie pour analyser les régimes miniers de ces pays et de leurs impacts sur l'inclusion politique.



Publications

Document de travail

Hatcher, Pascale. 2012. «Local Communities and Multilateral Safeguards: The Mining Regime of Lao PDR», Lee Kuan Yew School of Public Policy, *Working Paper Series*, No. 41, 27 p.

Conférences

Hatcher, Pascale. 2013. «The Open Pit: Socio-Environmental Safeguards, Multilateral Meddling & Mining Regimes in The Philippines», 2013 *British International Studies Association Annual Conference*, Sheffield, 23-24 juin.

Hatcher, Pascale. 2012. «Populism, Politics & Neoliberalism: The Case of the Mongolian Resource Curse», Panel «Conflict Within & Without: The New Political Economy of Development in Asia», *Asian Political & International Studies Association (APISA)*, City University of Hong Kong, 30 Nov. - 1 Dec., Hong Kong.

Hatcher, Pascale. 2012. «Exploring the narrative: the World Bank Group and the forging of new mining regimes in Asia», Panel «Comparative Public Policy», *International Political Science Association (IPSA)*, 8-13 juillet, Madrid.

Subventions

Subvention de recherche: Promotion de la recherche Kakenhi, Gouvernement du Japon (2013-14): 4 million ¥ (41 528\$CA).

Subvention de recherche: Programme de promotion de la recherche internationale, Université de Ritsumeikan (2013): 1.5 million ¥ (15 573 \$CA).

Subvention de recherche: Programme de promotion de la recherche scientifique, Université de Ritsumeikan (2012): 500 000 ¥ (5191 \$CA).

Zeynep Kadirbeyoglu, membre associée

Zeynep Kadirbeyoglu enseigne depuis 2009 la politique comparée de l'Amérique Latine, l'économie politique du développement et les méthodes de recherche en Science politique au département de science politique et relations internationales de l'Université de Bogazici en Turquie. Elle a obtenu son Doctorat en science politique de l'Université de McGill en 2009. Elle est spécialisée en politique comparée et au niveau régional, elle s'intéresse au Moyen Orient et l'Amérique Latine. Elle a fait une M. Phil. en sciences politique et sociale à l'Université de Cambridge en 2001. Son mémoire portait sur l'analyse de l'impact des réseaux transnationaux sur la lutte de paysans se mobilisant contre une mine d'or en Turquie. Elle a également terminé une Maîtrise en sciences économiques à l'Université Bogazici en 2000. Ses écrits portent généralement sur la décentralisation, les relations entre les États, la société civile et l'environnement.



Publications

Chapitres de livres

Kadirbeyoglu, Zeynep et Sanem Su Avci. 2013. «Révolution et gouvernamentalité: Comparaison des révolutions mexicaine et turque», dans Durazo Hermann, J. (dir.) *Un siècle bigarré - Réflexions sur le centenaire de la Révolution mexicaine*. Presses de l'Université du Québec.

Kadirbeyoglu, Zeynep et Ekin Kurtic. 2013. «Problems and Prospects for Genuine Participation in Water Governance in Turkey», dans J. Goldin, L. Harris et C. Sneddon (dir.), *Contemporary Water Governance in the Global South: Scarcity, Marketization and Participation*, Routledge.

Articles scientifiques

Kadirbeyoglu, Zeynep *et al.* 2013. «Environmental Organisations in Turkey: Engaging the State and Capital», *Environmental Politics*, Vol. 22, No 5, p.760-778.

Kadirbeyoglu, Zeynep et Bilgesu Sumer. 2012. «The Neoliberal Transformation of Local Government in Turkey and the Contracting Out of Municipal Services: Implications for Public Accountability», *Mediterranean Politics*. Vol. 17, No 3, p.340-357.

Conférences

Kadirbeyoglu, Zeynep. 2013. «Citizenship Law in Turkey», Istanbul Policy Center-Sabanc, University, Workshop on Turkey's Migration Policy from 2002 to 2012: An Assessment of the AKP's Reforms, 16 février.

Kadirbeyoglu, Zeynep. 2012. «Changing Citizenship Law in Turkey: the Role of Migrant Organizations», International Conference on Turkish Migration in Europe: Projecting the Next 50 Years, London, 7-9 December.

Kadirbeyoglu, Zeynep et Bilgesu Sumer. 2012. «Contracting out Municipal Services: the Cases of Van and Canakkale» IFEA Workshop on the Reshaping of Public-Private Relationships in Contemporary Turkey, Istanbul, October 12

Anne Latendresse, membre régulier

Anne Latendresse est directrice du Centre d'études et de recherches sur le Brésil (CERB) et professeure au département de géographie de l'UQAM. Elle est aussi membre du Réseau interuniversitaire Villes régions monde, membre du groupe DiverCité qui mène un projet de recherche sur les impacts de la réorganisation municipale sur la gestion de la diversité dans les villes de Montréal et d'Ottawa. Elle est membre également de l'Alliance de recherche université communauté sur les méga projets et membre du réseau Métropoles, inégalités et planification démocratique. Ses travaux de recherche portent sur la démocratie participative en milieu urbain, sur les impacts de la réorganisation municipale sur la gestion de la diversité et sur la participation citoyenne à la gestion et à la planification urbaine, de même que sur les mouvements urbains dans le contexte de métropolisation et d'implantation des méga projets urbains et méga événements sportifs. Elle collabore dans de multiples équipes, notamment : *Participation, Animation, Gouvernance et Durabilité dans les Écoquartiers (PAGODE)*, Université de Bordeaux et UQAM; *Rede Municipal de Adaptação e Mitigação às Mudanças Climáticas: Resposta a Diferentes Cenários de Mudanças Climáticas (ClimBAP)*, Université fédérale du Mato Grosso, Brésil; *Femmes, pouvoir et politique dans les Amériques*, colloque co-organisé par le CERB, Chaire Nicole Turmel sur les espaces publics et les innovations politiques et l'Institut de recherches en études féministes (UQAM).



Publications

Lévy, C., Latendresse, A. et Carle-Marsan, M. (2013). « Mouvement populaire urbain et femmes au Brésil : vers une féminisation des politiques publiques de l'habitation », In Tomazini, C. et Rocha Lukic, M. (2013), *Analyser les politiques publiques brésiliennes*. Paris: L'Harmattan.

Patsias, C., Latendresse, A. et Bherer, L. (2012). « Participatory Democracy, Decentralization and Local Governance: the Montreal Participatory Budget in the light of «Empowered Participatory Governance» ». *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 37, n° 4.

Latendresse, A., (2012). « Le Brésil en émergence. La conciliation de la croissance économique et de la justice socio-environnementale est-elle possible ? », *Diplomatie*. Affaires stratégiques et relations internationales. Les grands dossiers, no. 8, p. 61-61.

Latendresse, A. (2013). « Offensive néolibérale sur les villes : luttes urbaines et contre-pouvoir! », introduction au dossier thématique Occupons la ville, no. 10, *Les Nouveaux Cahiers du Socialisme*.

Conférences

Latendresse, A., (2013). « Le contact des savoirs ou la coopération autrement : éléments de réflexion », Colloque 340 - *Québec-Brésil : les savoirs en contact pour des nouvelles frontières*, 81^e Congrès de l'ACFAS, 2013, Université Laval.

Latendresse, A., (2013). « Trajectoires plurielles d'une géographe en route vers le Brésil » et « Planification participative : dialogue autour d'expériences montréalaises et brésiliennes », colloque international *Coopération scientifique Brésil-Québec : territoires et frontières comme lieux d'échanges, de dialogues d'innovation et de création*, co-organisé par le laboratoire Villes et société de l'Université fédérale de Santa Catarina et le CERB, Assemblée législative de Santa Catarina, Florianopolis, Brésil.

Marie-Nathalie LeBlanc, membre régulier

Anthropologue et professeure au Département de sociologie de l'UQAM, Marie-Nathalie LeBlanc a complété son doctorat au Département d'anthropologie de University College London (Royaume-Unis). Ses principales publications traitent de la jeunesse et des transformations sociales dans les sociétés postcoloniales africaines (Côte d'Ivoire and Mali) et au Québec, notamment en ce qui a trait à la religion et à la culture populaire. Ses publications sur l'Afrique apparaissent dans diverses revues académiques canadiennes, françaises, britanniques et américaines (*African Affairs*, *Journal of religion in Africa*, *Cahiers d'études africaines*, entre autres). Elle dirige présentement un programme de recherche sur les rôles des ONG confessionnelles dans la société civile en Afrique (CRSH). Elle a participé et participe encore à plusieurs programmes internationaux de recherche, notamment sur l'Islam et la sphère publique en Afrique de l'ouest avec une équipe de chercheurs en France et en Afrique. Elle est actuellement directrice de recherche de l'axe Mouvements sociaux et société civile du CIRDIS, membre du Groupe de recherche sur les sociétés africaines en mutation (GIERSA) et du Groupe de recherche sur la diversité urbaine (GRDU). Ses récents intérêts de recherche se centrent sur les nouveaux charismes dans le contexte des nouvelles technologies de l'information et de la communication, et la féminisation de l'Islam en Côte d'Ivoire.



Publications

Levy, Chairman, Anne-Marie Dalton and Marie Nathalie LeBlanc. 2013. Numéro thématique : «Religion and Development», *Canadian Journal of Development Studies/Revue canadienne de l'étude du développement*, 34 : 2.

LeBlanc, Marie Nathalie. 2012. Numéro thématique : «Anthropologie et nouvelles technologies de l'information et de la communication : nouvelles explorations/Anthropology and New Information and Communication Technologies : New Explorations» *Anthropologica*, 54 :1.

Gomez-Perez, Muriel et Marie Nathalie LeBlanc. 2012. *L'Afrique des générations : entre tensions et négociations*, Paris : Karthala.

Chapitres de livres

Miklavcic, Alessandra and Marie Nathalie LeBlanc. 2013. «Culture Brokers: Clinically Applied Ethnography and Models of Cultural Mediation in Clinical Settings». Dans Laurence J. Kirmayer, Cécile Rousseau and Jaswant Guzder (eds.), *Encountering the Other: The*

Practice of Cultural Consultation. New York: Springer SBM, pp.115-138.

Articles

LeBlanc, Marie Nathalie, 2013. « Sufi Muslims in Montreal : Tensions Between Cosmopolitanism and the Cultural Economy of Difference », *Anthropologica*, 55 : 2.

LeBlanc, Marie Nathalie, Louis Audet-Gosselin et Muriel Gomez-Perez, 2013. «Les ONG confessionnelles en Afrique de l'Ouest : un équilibre précaire entre prosélytisme et professionnalisme au Burkina Faso », *Canadian Journal of Development Studies/Revue canadienne d'études du développement*, 34 : 2 : 236-256.

Gomez-Perez, Muriel and Marie Nathalie LeBlanc. 2012. « Islamic NGOs in West Africa », *Oxford Islamic Studies Online*, editor in chief : L. Esposito.

LeBlanc, Marie Nathalie and Issouf Binaté. 2012. « Islamic Education in Ivory Coast », *Oxford Islamic Studies Online*, editor in chief: L. Esposito.

Mandé, Issiaka, membre régulier

Issiaka Mandé est Professeur au Département de science politique de l'UQAM. Il s'intéresse à l'histoire socio-économique de l'Afrique contemporaine et a été l'un des acteurs importants lors de la rédaction de la Déclaration de Québec sur la sauvegarde et la mise en valeur des recensements africains (juin 2007). L'essentiel de ses travaux porte sur l'histoire des populations de l'Afrique occidentale avec un accent particulier sur la circulation migratoire dans cette région. Il insiste particulièrement sur la période coloniale, son influence sur la structuration de cette migration avec une analyse des effets du travail forcé et l'inégalité dans les investissements territoriaux du pouvoir colonial. A côté de l'examen de ces flux, ses réflexions portent également sur le caractère diasporique de la migration internationale des ouest-africains, à l'impact de celle-ci sur les constructions identitaires. Il poursuit de nombreuses collaborations avec des réseaux internationaux. Il est notamment membre du comité exécutif de l'Association des historiens africains et a fait partie récemment du comité d'experts internationaux de « Femmes dans l'histoire de l'Afrique », produit par l'UNESCO [<http://fr.unesco.org/womeninafrica/>]. Il est également membre du Conseil scientifique de l'Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone (ODSEF), associé au Centre interuniversitaire d'études québécoises (CIEQ) de l'Université Laval.



Publications

Monographie

Mandé, I. (Dir.), 2012, « Les migrations ouest-africaines en Côte d'Ivoire », *Migrations société*, vol. 24 (144), 201 p.

Articles

L'état du monde, Editeur La Découverte.

- Niger** Bilan 2013 : Consolidation de la démocratie
Bilan 2012 : Retour à une vie constitutionnelle normale
- Burkina** Bilan 2013 - Mutineries et troubles politiques
Bilan 2012 - Le président Compaoré réélu sans surprise

Conférences

Mandé, I. 2012. « Les travailleurs migrants dans l'Afrique française coloniale : violences et déraison de la République impériale », Atelier L'histoire de la migration en Afrique et la diaspora: nouvelles interrogations, nouvelles perspectives, Conférence annuelle 2012 de l'Association canadienne des études africaines (ACEA), Québec, 1-4 mai 2012.

Mandé, I. 2013. « L'Afrique et la mondialisation », 11^e colloque des sciences humaines, Collège Ahunatic, 18 avril [http://www.collegeahuntsic.qc.ca/sites/default/files/public/accueil_publicite/2012-2013/colloque-sciences-humaines-2013/jedi.html]

Caroline Patsias, membre régulier

Caroline Patsias est spécialisée sur les questions de la citoyenneté, du militantisme et des transformations de la démocratie canadienne. Ses recherches croisent deux axes d'analyse. Un premier consacré au militantisme et aux mouvements sociaux examine les conséquences de l'globalisation sur le milieu communautaire québécois. Un second concerne la façon dont le multiculturalisme comme choix de société influence les pratiques démocratiques et les modalités du vivre-ensemble. La réflexion porte sur les confrontations de normes et de valeurs qui résultent de la complexité culturelle croissante et sur la façon dont les processus démocratiques régulent ces conflits normatifs.



Publications

Patsias, C., Bherer, L. et A. Latendresse 2013 « Participatory Democracy, Decentralization and local Governance: the Montreal Participatory Budget and the « Empowerment Participatory Governance ». *International Journal of Urban and Regional Research* 37, 6 : 2214-2230.

Chapitre de livre

Patsias, C. et N. Williams 2013 « Religious sanctuary in France and Canada ». In Lippert, R. and S. Rehaag (eds), *Sanctuary in international perspective*, Routledge. 175-188.

Patsias, C. 2012 « L'administration municipale et territoriale ». In Tremblay, P. P. (dir.), *L'État administrateur, modes et émergences*. Québec, PUQ. 79-96.

Patsias, C. 2012 « Mobilisation citoyenne et revitalisation des espaces centraux : quelle intégration ? Un regard croisé entre Québec et Marseille ». In P.A Tremblay et S. Tremblay, *La revitalisation des espaces centraux : enjeux et voies d'avenir pour les villes moyennes*. Université du Québec à Chicoutimi : Groupe de recherche et d'intervention régionales de l'UQAC (GRIR). 33-60

Conférences

Patsias, C. 2013. Commentaire de la conférence de Peter Hall dans le cadre du colloque autour de Steve Dubb « *Paths to a Social Economy in the United States: Cleveland and Beyond* », organisée par le CRISES et Marguerite Mendell, Université Concordia. 14 mars.

Patsias C. et S. Patsias 2012 « Friendship in international relationships. The exemple of transnationalization of social movements ». Conférence Friendship in international relationships, German-American Institute (DAI) Glessbuehlstr 9, 90402 Nuremberg. (Financial support from Fritz Thyssen Stiftung fuer Wissenschaftsfoerderung.) 16-17 octobre.

Patsias, C. et S. Patsias 2012 « Friendship in international relations : how to think transnationalization of social movements. The exemple of social forums », *Friendship in international relations. Conceptions and practices*, Weatherhead Center for International Affairs, Harvard University, 24 février.

Patsias, C. 2013. « Que peuvent apporter les expériences participatives aux systèmes publics de santé? L'exemple du Québec ». Conférence internationale, *les soins primaires de santé et la participation citoyenne : des soins avant la maladie*, dans le cadre des Conférences luso-francophones de la santé (COLUFRAS). Montréal, ENAP 18 octobre 2013.

Yann Roche, membre régulier

Yann Roche est titulaire d'un doctorat de l'Université Laval. Après avoir enseigné à l'Université Laurentienne de Sudbury, il est maintenant membre du département de géographie de l'UQAM, depuis 1997. Travaillant sur divers aspects sociaux et environnementaux de l'Asie du Sud-Est depuis 1994, il s'est spécialisé dans l'application des systèmes d'information géographiques à l'environnement et à la gestion des ressources naturelles, ainsi, plus récemment, qu'à l'écotourisme. Membre du Pôle Géographie et Tourisme de l'Agence Universitaire de la Francophonie pour la région Asie-Pacifique, il est aussi membre du CIFORT. Au CIRDIS, il est responsable de la dimension Tourisme durable de l'Axe de recherche Mise en valeur des Ressources Naturelles.



Publications

Chapitres de livres

Roche, Yann et Éric Mottet. 2013. «L'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est comme laboratoire de la multipolarité ?», dans Courmont Barthélémy C. et Mottet E. (dir.), *Repenser la Multipolarité*, Éditions du Septentrion.

Conférences

Roche, Yann et Olga Alexeeva. 2013. «Energy Security and Environmental Issues in China: the Mekong River hydropower development projects » Colloque de l'Association Américaine des Géographes, *Session: Damming Yunnan: policies and impacts*, Los Angeles, 11 mai.

Roche, Yann et Olga Alexeeva. 2013. « Les multiples enjeux de la Mer de Chine Méridionale : tous contre la Chine ? » *La Chine et le Monde après le XVIIIe Congrès du PCC*, Colloque international organisé par l'Observatoire de géopolitique de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, Montréal, 22 février.

Roche, Yann. 2012. « Apport des outils géomatiques à l'analyse des ressources forestières en Asie du Sud-Est. » 17e Colloque international du Secrétariat International Francophone d'Évaluation Environnementale, *L'Évaluation environnementale pour une gestion durable des ressources minières, biologiques et énergétiques*, Montréal, 13 juin.

Collaboration à l'organisation de colloques et conférences

Colloque de l'Association canadienne des Études asiatiques (ACEA), Conférence biennale de l'Association Canadienne des études asiatiques, UQAM, Novembre. Organisateur.

Valéry Ridde, membre associé

Valéry Ridde est professeur agrégé de santé publique à l'université de Montréal (Département de Médecine Sociale et Préventive), chercheur au centre de recherche du CHU de Montréal (CRCHUM) et chercheur associé de l'Institut de recherche en sciences de la santé du CNRST du Burkina Faso. Il dispose d'une bourse de recherche de New Investigator des Instituts de Recherche en Santé du Canada (IRSC). Ses travaux de recherche portent sur le financement des services de santé, l'évaluation de programme et les politiques publiques de santé. Il possède un doctorat (Ph.D) en santé communautaire (U. Laval) concernant l'analyse de la mise en œuvre des politiques de santé au Burkina Faso. Sa thèse, publiée aux éditions L'Harmattan, a obtenu un prix du Réseau de recherche en santé publique du Québec. Il détient une maîtrise en santé communautaire et un diplôme d'étude supérieure spécialisée (DESS) en management et une maîtrise en gestion.



Publications

Ridde V. 2012. *L'accès aux soins de santé en Afrique. Au-delà des idéologies et des idées reçues*. PUM, 344 pages.

Ridde V. 2012. *À quoi sert la promotion de la santé ? Essai introductif sur la réduction des inégalités sociales de santé*. L'Harmattan, 2012, 133 pages.

Ridde V et Olivier de Sardan J-P. (éditeurs). 2012. *Gratuité des soins : une évaluation des politiques publiques. Afrique contemporaine*, 243, coordination de 12 articles

Ridde V, Queuille L et Kafando Y. (éditeurs). 2012. *Capitalisation des politiques publiques d'exemption du paiement des soins en Afrique de l'Ouest*, 296 pages.

Articles scientifiques

Ridde V., Kouanda S., Yameogo M, Kadio K., Bado A. 2012. «Why do women pay more than they should? A mixed methods study of the implementation gap in a policy to subsidize the costs of deliveries in Burkina Faso», *Evaluation and Program Planning* 36 1456152. Impact Factor 2012 : 0,9.

Ridde, V., Bonnet E., Nikiema A et Kadio K.* «A spatial analysis of a community-based selection of indigents in Burkina Faso», *Global Health Promotion*, 2013, 1757-9759; Vol 20 Supp. 1: 10619.

Gogognon P. A.*, Hunt M et Ridde V. 2012. «Les enjeux éthiques d'une recherche-action sur une sélection communautaire des indigents au Burkina Faso», *Éthique et Santé*, Vol.9, Issue 4, Dec., p.1486155.

Ben Ameer A.*, Ridde V., Bado A., Ingabire M-G et Queuille L. 2012. «User fee exemptions and excessive household spending for normal delivery in Burkina Faso: the need for careful implementation». *BMC Health Services Research*, 12:412 doi:10.1186/1472-6963-12-412. 2011 Impact Factor, 1.6.

Mbaye E*. Kâ, M et Ridde V. «Les bonnes intentions ne suffisent pas: analyse d'une politique de santé pour les personnes âgées au Sénégal». *Santé Publique*, Facteur d'impact 2011 de 0,24.

Barro M., Barroy H., Djibo H., Hercot D. et Ridde V. 2012. «Solidarity-based financing of medical evacuations to improve access to emergency care, Keita Medical District (Niger)», *Field Actions Science Reports*, Special Issue 8, <http://factsreports.revues.org/2294>.

Ridde V. Queuille L. Kafando Y.* et Robert E.* 2012. «Transversal analysis of public policies on user fees exemptions in six West African countries». *BMC Health Services Research*, 2011 Impact Factor, 1.6

Belaid L.* et Ridde V. 2012. «An implementation evaluation of a policy aiming to improve financial access to maternal health care in Djibo district, Burkina Faso», *BMC Pregnancy and Childbirth* 2012, Impact Factor, 2.83.

Bruno Sarrasin, membre régulier

En plus d'une maîtrise en science politique de l'Université du Québec à Montréal (1995) et d'une maîtrise en administration publique de l'École nationale d'administration publique (1999), Bruno Sarrasin détient un doctorat en science politique de l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne (2002). Professeur au département d'études urbaines et touristiques depuis 2002, il a aussi occupé la fonction de directeur de la revue de recherche en tourisme *Téoros* jusqu'en 2008. Il est actuellement Directeur des programmes de 1er cycle en gestion du tourisme et de l'hôtellerie et Directeur de la collection *Tourisme* aux Presses de l'Université du Québec. Ses travaux portent sur l'économie politique du développement, particulièrement en Afrique subsaharienne ; la sociologie politique des politiques publiques, principalement dans le domaine de la protection de l'environnement et l'analyse sociopolitique, la prévision et la prospective du phénomène touristique.



Publications

Livre

Sarrasin, B. 2012, *Environnement et développement à Madagascar. Du plan d'action environnemental à la mise en valeur touristique des ressources naturelles*, Paris, Karthala, 288 p.

Articles

Sarrasin, B., J. Tardif, et G. Arreola Flores 2012, « Tourisme et lutte contre la pauvreté : de la confusion des termes à la construction d'un discours scientifique? », *Téoros*, vol. 31, n° 1. Sous presse.

Sarrasin B., Tardif J. 2012, « Écotourisme et ressources naturelles à la Dominique. La cogestion comme pratique novatrice », *Téoros*, hors-série n° 1, p. 35-40.

Sarrasin B. (2013), « Ecotourism, Poverty and Resources Management in *Ranomafana*, Madagascar », *Tourism Geographies*, vol. 15, no 1, p.3-24.

Sarrasin, B. Arseneault, p. et M. Boivin (2013), « Les voyageurs québécois et ontariens dans la Caraïbe. Analyse exploratoire de leurs motivations », *Transfert*, no 2013-1, p. 8-23.

Collectifs

Sarrasin B. et Breton M-E. 2012, « Pouvoir et tourisme : la contribution de la science politique à l'analyse du tourisme », Morisset L., Sarrasin B. et Éthier G. (dir.), *Épistémologie des études touristiques*, Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 71-86.

Campbell, B. et Sarrasin B. 2012, « Introduction », dans Laforce M., Campbell B. et Sarrasin B. (dir.), *Pouvoir et régulation dans le secteur minier. Leçons à partir de l'expérience canadienne*, Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 1-8.

Conférences

Sarrasin B. et Tardif J. 2013, « La résilience socio-écologique appliquée à l'écotourisme » présenté dans le cadre des 4e journées scientifiques du tourisme durable organisées par l'École supérieure de commerce de Troyes, Troyes, 20-21 juin.

Angel Saldomando, membre régulier

Economiste, il a travaillé comme chercheur et consultant dans plusieurs pays d'Amérique Latine, notamment en Amérique Centrale. Il a été consultant indépendant pour diverses agences de coopération internationale (PNUD, GTZ, ASDI, COSUDE, FINNIDA, NORAD, entre autres) De plus il a collaboré avec des ONG, centres de recherche et réseaux associatifs. Il a enseigné au département de sciences économiques de l'Université Nationale et à l'Université Américaine au Nicaragua, et à l'Université de Bologne.



Ses principaux thèmes de travail sont gouvernance et développement, réforme économique et institutionnelle. Actuellement il travaille sur les enjeux de gouvernance et d'exploitation de ressources naturelles en Amérique latine. Il est chercheur associé au Centre d'Études de la Communication (CINCO) et au Centre d'Études stratégiques sur les Politiques publiques (IEEPP) au Nicaragua. Actuellement, il collabore avec plusieurs centres en Amérique du sud (Argentine, Bolivie, Pérou, Chili) sur la problématique de gouvernance et ressources naturelles, et notamment avec le Centre d'Études Société et Politiques publiques (CISPO), de l'Université de los Lagos au Chili. En 2013 il a organisé au Chili l'atelier de recherche « Innovations de gouvernance dans le contexte des tensions autour de l'exploitation des ressources naturelles » (*apropiación de recursos naturales y territorio adaptaciones y resistencias*). Cinq pays ont été invités à participer (Canada Argentine, Chili, Pérou, Bolivie, plus le Nicaragua pour l'Amérique Centrale).

Publications

Saldomando, A. 2013. «La longue lutte des Mapuches», *Hommes et libertés ligue de droits de l'homme*, no 161, mars.

Saldomando, A. 2013. «El mito de Eldorado», *Centro de investigaciones de la comunicación*, mars.

Saldomando, A. 2013. El precio de una patria Boletín Perspectivas Centro de investigaciones de la comunicación Nicaragua. Junio.

Saldomando, A. 2013. El mito de Eldorado Boletín Perspectivas Centro de investigaciones de la comunicación Nicaragua. Mayo.

Saldomando, A. 2012. Mapas de corrupción en Nicaragua. Una metodología para el análisis desde un enfoque sistémico. IEEPP-CINCO.

Saldomando, A. 2012. Un enfoque sistémico para el análisis de la corrupción en Nicaragua. Un instrumento para la transparencia IEEPP-CINCO.

Saldomando, A. 2012. «Coopération internationale et gouvernance. Redéfinition ou continuité? Vues d'Amérique Latine». *Cahiers du CIRDIS*, Collection Débat, no 2012-02 [http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/Cahier_CIRDIS_-_Debats_-_2012-02.pdf].

Conférences

Saldomando, A. 2012. Congrès, GEMDEV-UNESCO. «La mesure du pouvoir ou le pouvoir de la mesure». Paris, février.

France Bourgoin, membre associée

Chercheure, Danish Institute for International Studies, Copenhague
Chercheure associée, Université de Dar es Salaam, Tanzanie

Philippe Leroux-Martin (Harvard), membre associé

Philippe Leroux-Martin a travaillé pendant cinq ans en tant que membre d'une équipe de conseillers juridiques supervisant la mise en œuvre du processus de paix de Dayton en Bosnie-Herzégovine. Suite à son travail à Sarajevo, il a dirigé le département juridique de l'organisation qui a été créé pour superviser et coordonner le processus d'indépendance du Kosovo en 2008-2009. Il est diplômé de l'Université de Montréal (LL.B), de la London School of Economics (LL.M) et de la Harvard Kennedy School of Government (MPA). Il a été invité à commenter les développements en ex-Yougoslavie à la BBC World News, à CBC / Société Radio-Canada et à BBC Radio (Service Perse). Il travaille actuellement à la publication d'un ouvrage qui s'intitulera « Diplomatic Counterinsurgency : Lessons from the Balkans » (Cambridge University Press) et est actuellement Fellow au Belfer Center for Science and International Affairs à la Harvard Kennedy School of Government à Cambridge, Massachusetts.



Leonce Ndikumana, membre associé

Professeur d'économie à l'Université du Massachusetts, Amherst, États-Unis
Directeur du African Development Policy Program, Political Economy Research Institute (PERI)

NOS MEMBRES POSTDOCTORAUX ET ÉTUDIANTS

Membres postdoctoraux		
Nom	Membres responsables de l'encadrement	Statut au CIRDIS
Karim Bathily	Issiaka Mande et Ting-Sheng Lin	Terminé
Moussa Diop	Caroline Patsias et Bonnie Campbell	En cours
Philippe Dufort	Bonnie Campbell	Demandé
Gabriella Djerrahian	Marie-Nathalie Leblanc	Demandé
Membres étudiants		
Nom	Niveaux	Statut au CIRDIS
Andréanne Martel	Maîtrise	Diplômée
Charles Saliba-Couture	Maîtrise	Diplômé
Remadji Hoinathy	Doctorat	Diplômé
Pierre Thermes	Doctorat	En cours
Elise Hansbury	Doctorat (Bernard Duhaime)	Demandé
Josée Daris	Doctorat (Bernard Duhaime)	Demandé

ÉTATS FINANCIERS 2012 / 2013

REVENUS

1 ^{er} juin 2012 au 31 mai 2013	31-mai-2013	AG 29-nov-2012	
REVENUS / REPORTÉS	Réel	Approuvé	Modifié
* C.-A. Poissant (E932CL815) (fin de projet) UBR300344	19 226,45 \$	29 685,02 \$	26 185,02 \$
PAFARC - CIRDIS Centre (juin) UBR704151	43 201,91 \$	47 625,00 \$	51 125,00 \$
CRDI - AFRIQUE 2007/10 (fin de projet) UBR302313	-3 863,63 \$	0,00 \$	-3 863,63 \$
CRDI - AFRIQUE 2011/14 (fév.) UBR304590	173 444,46 \$	173 444,46 \$	173 444,46 \$
CRDI - Traduction (fin de projet) UBR303729	0,00 \$	1 531,17 \$	0,00 \$
CRSH - Atelier gouvernance (fin de projet) UBR303764	1 414,38 \$	1 414,38 \$	1 414,38 \$
CRSH - Atelier coopération (mai) UBR370133	25 000,00 \$	25 000,00 \$	25 000,00 \$
CRSH - Gouv. & droit 2011/14 (avril) UBR304505	113 796,56 \$	113 796,56 \$	113 796,56 \$
Inter Pares (janv.) UBR301426	7 834,64 \$	10 316,35 \$	10 316,35 \$
* GRAMA - Compte recherche (S223C1965) UBR301427	3 662,48 \$	3 662,48 \$	3 662,48 \$
* CHAIRE - Compte recherche (K932CL815) UBR702371	1 288,07 \$	1 288,07 \$	1 288,07 \$
* CHAIRE - Compte Z transition (Z932CL815) UBR703341	10 000,00 \$	10 000,00 \$	10 000,00 \$
CRSH Connexion Chili 2013 (B. Duhaime) UBR370444	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
Autres revenus (SVE UQAM ou autre)	261,16 \$	0,00 \$	0,00 \$
TOTAL DES SOMMES DISPONIBLES	395 266,48 \$	417 763,49 \$	412 368,69 \$
Nouveau financement ou versement annuel	225 225,00 \$		
Sommes reportées (exercice 2011 / 2012)	170 041,48 \$		
TOTAL 2012 / 2013	395 266,48 \$		

DÉPENSES

1 ^{er} juin 2012 au 31 mai 2013	31-mai-2013	□□29-nov-2012	
DÉPENSES	Réel	Approuvé	Modifié
FRAIS INDIRECTS			
941-961-962-963-969 Frais UQAM	8 039,22 \$	15 876,12 \$	17 940,00 \$
Sous-total frais indirects	8 039,22 \$	17 609,50 \$	17 940,00 \$
PERSONNEL			
51606 / 51650 Salaire irrégulier - professionnel	131 185,97 \$	108 117,75 \$	75 784,81 \$
A57 Salaire irrégulier - technique	0,00 \$	3 995,20 \$	19 699,44 \$
51522 Étudiant S.O.R (2e cycle)	9 952,75 \$	16 802,37 \$	25 863,02 \$
51607 Surnuméraire - professionnel	1 085,33 \$	0,00 \$	0,00 \$
52001 / 52002 avantages sociaux	25 842,15 \$	0,00 \$	0,00 \$
51301-58511 Honoraires professionnel	96 445,66 \$	46 716,56 \$	43 654,22 \$
Engagements salariaux	0,00 \$	58 740,81 \$	61 000,00 \$
Sous-total personnel	264 511,86 \$	234 372,69 \$	238 131,21 \$
FONCTIONNEMENT			
53011 Frais déplacement Séjour personnel	13 216,56 \$	14 715,00 \$	19 215,00 \$
53014 Cours perf. Congrès Colloque	400,42 \$	6 980,00 \$	8 480,00 \$
53511-53514 Frais représentation Réseautage	1 789,52 \$	3 530,00 \$	4 530,00 \$
54011 Fournitures et matériel	1 354,12 \$	2 450,00 \$	1 850,00 \$
54015 Photocopies / Polycopies	383,36 \$	2 950,00 \$	2 250,00 \$
54016 Prestations postales	46,37 \$	75,00 \$	150,00 \$
54711 Volumes Périodiques	20,00 \$	200,00 \$	550,00 \$
494 Équipement informatique	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
55011 Subventions & Cotisations	0,00 \$	0,00 \$	1 414,38 \$
506 Dégrèv./charge cours	0,00 \$	9 650,00 \$	9 650,00 \$
511 Transfert interfonds	0,00 \$	30 000,00 \$	0,00 \$
57011 - Équipement & Frais télécomm.	15,05 \$	125,00 \$	125,00 \$
57012 Appel tarifés & télégrammes	5,45 \$	75,00 \$	150,00 \$
811 Service contractuel (externes)	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
818 Publicité	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
58311 Location: locaux & bâtiment	0,00 \$	750,00 \$	750,00 \$
59710 Budget global non réparti (imprévus)	0,00 \$	41 256,67 \$	61 608,52 \$
Sous-total fonctionnement	17 230,85 \$	112 756,67 \$	110 722,90 \$
TOTAL DES DÉPENSES	289 781,93 \$	364 738,86 \$	366 794,11 \$

VENTILLATION DES SOMMES REPORTÉES À LA FIN DE L'EXERCICE FINANCIER 2012/2013

1 ^{er} juin 2012 au 31 mai 2013	31-mai-2013	AG 29-nov-2012	
REVENUS/DÉPENSES	Réal	Approuvé	Modifié
Surplus/Déficit	105 484,55 \$	53 024,63 \$	45 574,58 \$
Sommes engagées (année courante)	28 828,99 \$	0,00 \$	0,00 \$
Sommes engagées reportées 2013/14	37 756,83 \$	34 574,08 \$	27 124,03 \$
* Réserves estimées	38 898,73 \$	18 450,55 \$	18 450,55 \$
TOTAL DES ENGAGEMENTS & RÉSERVES	105 484,55 \$	53 024,63 \$	45 574,58 \$